



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration F3SCT du 10 juin 2025

Les orages qui ont frappé le sud toulousain le 19 mai ont laissé derrière eux des classes inondées et des plafonds effondrés. Une nouvelle épreuve pour des équipes déjà fragilisées par un quotidien dérégulé, où remplacer une collègue malade devient un exploit et où l'École est portée à bout de bras par ses personnels, malgré des conditions de travail plus que dégradées.

Mais les tempêtes que subit actuellement l'Éducation Nationale ne viennent pas du ciel mais bien du Ministère. Dans le premier degré, ce sont 170 classes qui vont fermer à la prochaine rentrée alors même que les collègues ont dû pallier le non-remplacement plus de 15 000 journées depuis septembre. Les RSST faisant état du manque de remplaçant-es (AESH, ATSEM et enseignant-es) augmentent et mettent sous tension les personnels. Ces saisies montrent l'impact du non-remplacements sur l'inclusion et les conditions d'apprentissages des élèves et sur les conditions de travail. Elles témoignent aussi de l'incapacité de l'Education nationale à assurer la sécurité des élèves et de la tension que cela peut créer avec les parents. Les parents attendent un service public d'éducation qui assure ses missions et sont exaspérés par la rupture de la continuité pédagogique et de l'égalité des chances... Et ce sont les personnels des écoles et établissements qui sont en première ligne et doivent absorber, faire face, tenir à bout de bras le système alors même que les moyens ne sont pas à la hauteur.

Dans le second degré, l'annulation des suppressions d'emploi n'empêchera pas les suppressions de postes et les redéploiements du lycée vers le collège se poursuivent pour financer les mesures du Choc des savoirs que les équipes continuent de dénoncer. En voie professionnelle, les classes sont saturées et le gouvernement s'entête dans la mise en œuvre de la réforme Grandjean malgré l'opposition massive des personnels.

Dans le même temps, le gouvernement passe à marche forcée la réforme de la formation initiale et instaure, contre l'avis des organisations syndicales, de nouveaux programmes qui s'apparentent davantage à des protocoles. Énième manœuvre pour mettre au pas le métier et imposer une vision réductrice du métier d'enseignant.

Il est à noter que pour les saisies de cette dernière période, 10% des établissements du 2nd degré sont concernés par des problèmes de relations de travail entre la/le chef d'établissement et les personnels. C'est un nombre conséquent et un phénomène relativement récurrent depuis plusieurs mois. Il ne faudrait pas laisser se développer les pratiques managériales toxiques, détériorant encore et toujours les conditions de travail des personnels.

Alors que la santé mentale, des jeunes en particulier, a été déclarée grande cause nationale, le ministère reste l'une des causes de cette souffrance. Les conditions de travail et d'apprentissage se dégradent ? Fermons des postes ! Nos jeunes vont mal ? Continuons avec les groupes niveaux et Parcours SUP ! Les Assises de la santé scolaire étaient annoncées comme un tournant majeur pour répondre à l'aggravation du mal-être des élèves et aux difficultés croissantes rencontrées dans les établissements. Ces assises n'ont débouché sur rien de satisfaisant en termes d'amélioration de la prise en charge des élèves, comme des conditions de travail. Les préoccupations sur la crise de recrutement, la formation, l'impossibilité de réaliser nos missions ... n'ont pas obtenu de réponses et aucune création de postes n'a été annoncée ! C'est pourquoi ce jour, Mardi 10 Juin, nos collègues infirmier·es, assistant·es sociales et PsyEN sont mobilisé·es contre les assises de la santé et du bien-être. Les redéploiements des équipes pluri-professionnelles vers le premier degré, sans créations de postes garanties, accentuent la pénurie dans le second degré. La FSU exige des moyens à la hauteur des enjeux et des besoins des élèves et étudiant·es, une politique éducative, sociale et de santé ambitieuse, humaine, et cohérente et la création de postes en nombre suffisant, des conditions d'exercice dignes, un cadre d'exercice renforcé et un respect institutionnel de leurs missions.

La FSU exige un changement radical de cap politique pour rompre définitivement avec les mesures d'austérité qui aggravent les inégalités et fragilisent les plus précaires. Dans un contexte de repli sur soi et de montée des idées d'extrême droite, il est plus que jamais urgent de reconstruire des services publics forts, accessibles à toutes et tous, capables de rétablir la justice sociale, de renforcer les solidarités et d'améliorer les conditions de vie sur l'ensemble du territoire. Sabrer les services publics ne peut être la solution, des solutions pour augmenter les recettes et pour financer les services publics à hauteur des besoins existent, c'est affaire de choix politique.

Notre engagement est clair : à la F3SCT, dans les écoles et établissements et dans la rue, nous continuerons à nous mobiliser pour que ces priorités deviennent réalité, car une société plus juste et plus solidaire n'est pas une option, c'est une nécessité !